

## Commission du texte

---

Animation : Céline Brulin, Marie-Christine Burricand, Yann Le Pollotec, Céline Malaisé, Guillaume Roubaud-Quashie et Igor Zamichiei, coordonné-e-s par Guillaume Roubaud-Quashie et Igor Zamichiei.

Thierry AURY

Frédéric BOCCARA

Vincent BOUGET

Céline BRULIN

Marie-Christine BURRICAND

Fanny CHARTIER

Laurence COHEN

Cécile DUMAS

Denis DURAND

Audrey GARINO

Frédéric GENEVÉE

Marie-Jeanne GOBERT

Fabien GUILLAUD-BATAILLE

Aline GUITARD

Pierre LAURENT

Patrick LE HYARIC

Yann LE LANN

Yann LE POLLOTEC

Émilie LECROQ

Fabienne LEFEBVRE

Céline MALAISÉ

Franck PÉRILLAT

Bertrand PERRIN

Christian PICQUET

Guillaume ROUBAUD-QUASHIE

Lydia SAMARBAKSH

Nathalie SIMONNET

Évelyne TERNANT

Hülliya TURAN

Marie-Pierre VIEU

Igor ZAMICHIEI

# Conseil national du PCF — 13 octobre 2018

## Introduction de Ian Brossat

---

Les élections européennes auront lieu le 26 Mai prochain, c'est-à-dire dans moins de 8 mois.

Nous avons fait le choix, au mois de juin dernier, de nous doter d'une équipe de campagne pour préparer cette échéance. Je suis heureux de m'exprimer ici en tant que chef de file des communistes pour ces élections.

Je profite de cet instant qui m'est imparti pour vous remercier de la confiance que vous m'avez accordée à ce moment-là. J'en profite aussi pour vous dire à quel point depuis cette désignation votre indulgence, vos encouragements, vos conseils m'ont aidé et continuent à m'aider chaque jour.

Oui merci à chacune et chacun d'entre vous.

Ce choix de se lancer très tôt dans la bataille, nous l'avons fait pour trois raisons.

D'abord, parce que prenons au sérieux cette échéance. C'est un scrutin important pour la France et pour l'Europe. Les élections européennes ne sont pas une échéance secondaire. Elles sont premières, elles sont essentielles. Premières dans l'ordre chronologique parce que ce seront les premières élections depuis l'arrivée de Macron à la Présidence de la République. Premières aussi parce qu'elles pèseront sur le destin de 500 millions d'Européennes et d'Européens, ce qui n'est pas rien.

Ensuite, nous avons fait ce choix de partir tôt en campagne parce que, de fait, les problématiques européennes sont déjà au cœur des débats, souvent mal posées, mais bien présentes. De fait, le moment que l'Europe traverse n'a rien de banal. Sous la pression des nationalismes, c'est l'existence même de l'UE qui est posée. D'où l'importance pour nous d'avancer nos idées et nos propositions.

Enfin, parce que nous sommes convaincus que notre Parti a un rôle singulier à jouer en vue du scrutin du 26 Mai prochain, et que cela ne s'improvise pas, cela se prépare, cela prend du temps.

Voilà ce qui nous a conduits à faire ce choix.

Cette introduction, je vais la faire en 3 parties :

D'abord, le contexte dans lequel cette échéance s'inscrit, en France et en Europe. Ce sera l'occasion d'analyser la manière dont les autres forces politiques se préparent et se saisissent de cet enjeu.

Ensuite, les grandes questions de fond que nous voulons poser à l'occasion des élections européennes. Qu'avons-nous à dire sur l'Europe ? Que rejetons-nous dans l'Union européenne telle qu'elle fonctionne ? Que voulons-nous changer en Europe ?

Enfin, notre campagne, nos initiatives, nos candidatures et notre stratégie pour rassembler.

# I- Le contexte dans lequel cette échéance s'inscrit en Europe et en France

## 1- Le contexte en Europe

Cette élection s'inscrit dans un contexte marqué par une progression très forte de l'extrême-droite et des forces nationalistes. C'est vrai dans les anciens pays de l'est, comme dans les pays fondateurs de l'Union européenne. Un peu partout en Europe, les nuages s'amoncellent.

C'est le cas en Allemagne où l'AFD, scission de la CDU, a emporté 92 sièges avec 12,6% des voix. Depuis, l'AFD n'a cessé de progresser dans les sondages au point de devancer la CDU.

C'est le cas en Autriche où droite et extrême-droite siègent ensemble dans le même gouvernement et où les ministères régaliens ont été confiés à l'extrême-droite.

C'est le cas en Pologne, où le Parti ultraconservateur, Droit et Justice (PIS) revenu au pouvoir en 2015, bafoue l'État de droit à tel point que la Commission européenne s'est sentie obligée d'enclencher la procédure d'infraction de l'article 7 des Traités, qui permet de sanctionner un État qui « bafoue » les valeurs de l'UE. Ce même gouvernement polonais, qui a tenté de supprimer totalement le droit à l'avortement déjà terriblement encadré et a dû y renoncer sous la pression de la rue. Ce même gouvernement polonais qui s'est illustré le 11 octobre dernier en bloquant l'adoption d'un texte sur la protection des droits fondamentaux dans l'UE lors d'une réunion du Conseil européen qui se tenait au Luxembourg au motif que parmi les droits évoqués dans le texte figuraient les droits LGBT.

Au sein du Parlement européen, qui compte quatre groupes politiques de droite, la porosité entre droite et extrême-droite est manifeste. Il faut rappeler que le parti de Viktor Orbán est membre du PPE au côté de LR et de la CDU.

Le risque que l'extrême-droite soit demain dotée du plus grand groupe au Parlement européen est donc bien réel.

Elle s'organise d'ailleurs à dessein.

J'en veux pour preuve les positions du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie), qui unit ses forces avec l'Italie et l'Autriche pour refuser l'accueil des réfugiés.

J'en veux pour preuve la récente rencontre entre Mme Le Pen et M. Salvini qui cherchent à constituer, disent-ils, un « Front des libertés ». Curieuse appellation, d'ailleurs, pour des gens qui passent le plus clair de leur temps à prôner l'installation de barbelés partout. Il n'en reste par moins qu'il n'y a rien de banal à voir la dirigeante de l'extrême-droite française rencontrer ainsi un membre éminent du gouvernement italien, pays fondateur de l'UE. C'est di jamais vu, et ce n'est pas pour nous rassurer.

J'en veux pour preuve aussi l'implication de l'ancien conseiller de Trump, Steve Bannon, qui a décidé de s'installer à Bruxelles pour oeuvrer à l'union des forces d'extrême-droite au sein d'une espèce d'internationale fasciste qui ne dit pas son nom mais qui en a tous les traits caractéristiques.

Cette poussée de l'extrême-droite coïncide avec une période de délitement de l'Union européenne, lié à une décrédibilisation des solutions libérales. L'idée que l'Europe est la solution dans une UE qui compte 10% de travailleurs pauvres en a pris un coup. Pour l'instant, faute de perspective à gauche, faute de capacité à gauche à démontrer que l'Europe pourrait être autre chose que cette machine à fabriquer partout de la régression sociale, c'est l'extrême-droite qui en profite.

## **2- En France, comment les forces politiques se préparent à cette échéance ?**

**Côté LREM**, la stratégie est connue. Contesté sur la politique qu'il applique à l'échelle nationale, Macron tente de reprendre la main en multipliant de grands discours sur l'Europe. 5 en tout. Athènes, Sorbonne, Parlement européen, Aix la Chapelle, discours devant les ambassadeurs à la rentrée. La grandiloquence des discours contraste d'ailleurs singulièrement avec la petitesse des actions concrètes engagées par Macron sur l'Europe en matière économique. Son bilan dans ce domaine a l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette. Le fameux « budget de la zone euro » tant vanté au mois de juin va se résumer à quelques dizaines de milliards d'euros soit une somme dérisoire à une telle échelle. De même, le projet de listes transnationales annoncé par Macron a été rejeté par le PE. Si les grands discours de Macron n'ont abouti à rien de concret ou pas grand-chose sauf dans le domaine de la défense (j'y reviendrai), ils ont en revanche permis d'y voir clair dans la stratégie qu'il souhaite mettre en œuvre en vue de mai 2019. C'est la fameuse opposition entre pro et anti Européens, entre « progressistes » et « conservateurs », entre, nous dit Castaner, avec la subtilité qu'on lui connaît, l'Europe de Macron d'un côté et l'Europe de Salvini, de l'autre. Il s'agit donc, pour eux, nous l'avons déjà dénoncé à de nombreuses reprises, de résumer l'enjeu à un match entre libéraux et fachos.

Il s'agit d'un piège et d'une gigantesque opération de manipulation de l'opinion.

C'est d'abord faire oublier la responsabilité écrasante des libéraux dans la montée de l'extrême-droite. Même François Lenglet reconnaissait dans un éditorial récent que la progression de l'extrême-droite en Suède était directement liée à la remise en cause violente du modèle social suédois. L'opération de Macron, c'est l'ardoise magique qui fait disparaître des écrans la responsabilité écrasante des libéraux dans le succès grandissant des fachos. Au vu de leur responsabilité dans la progression de l'extrême-droite, les libéraux sont disqualifiés pour être leurs meilleurs opposants comme voudrait nous le faire croire Macron. Ils ne sont pas leurs opposants. Ils sont leurs carburants.

C'est ensuite faire oublier que libéraux et fachos sont parfois plus en accord qu'on ne l'imagine. C'est le gouvernement d'extrême-droite autrichien qui projette de mettre en place la semaine de 60h. Depuis septembre, les patrons autrichiens peuvent demander à leurs salariés de travailler – tenez vous bien – jusqu'à 12h par jour et 60 heures par semaine (contre 10 et 50 auparavant). Décision prise conjointement par la droite libérale et les amis de Mme Le Pen, au point de susciter une mobilisation importante des syndicats autrichiens ce vendredi. Voilà un bon exemple qui prouve bien qu'en responsabilité, les fachos ne sont en aucun cas une alternative aux libéraux mais bien au contraire des libéraux zélés. Quant aux fameux libéraux, ils sont beaucoup moins attachés aux libertés quand il s'agit des humains que des marchandises. En témoigne le projet de loi Asile Immigration adopté par la majorité macroniste que nos parlementaires ont à juste titre contesté pied à pied. La réalité, c'est que les libéraux, macronistes compris, ne sont rien d'autre que des humanistes en peau de lapin.

Enfin, cette opération consistant à transformer l'élection européenne en un *mano a mano* entre libéraux et extrême-droite est terriblement périlleuse car elle risque de jeter dans les bras de l'extrême-droite des millions de travailleurs, de chômeurs, d'Européens en colère qui ne veulent plus des politiques libérales qui les ont plongés dans la pauvreté et la précarité.

Voilà quelle sera la stratégie d'En Marche en vue des élections européennes, voilà pourquoi nous devons déjouer le piège qu'ils nous tendent.

**Du côté droit du paysage politique**, c'est la division et l'ambiguïté qui dominent. En témoignent les votes très contradictoires des parlementaires LR français au PE sur le sort à réserver à la Hongrie de Viktor Orbán. Certains ont voté pour les sanctions, certains se sont abstenus, d'autres s'y sont opposés. Laurent Wauquiez s'est prononcé en ce sens, soutenant ouvertement Orbán, disant explicitement qu'il n'a rien à redire à ses prises de position, ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs d'envisager Michel Barnier, qui est sur une ligne diamétralement opposée, comme tête de liste aux européennes. Bref, de ce côté-là, la situation reste pour le moins confuse.

**Du côté du FN**, comme indiqué tout à l'heure, l'heure est à l'offensive, et il serait à mon sens faux d'imaginer que l'extrême-droite française serait pour longtemps affaiblie du fait du débat raté de Marine Le Pen entre les tours de la présidentielle. La menace est encore là, et les causes qui ont engendré sa poussée sont très, très loin d'avoir disparu.

**Côté gauche enfin, la France Insoumise** a déjà annoncé une liste de 70 noms, ce qui augure mal d'une volonté de rassembler, sachant que la liste en contient 79 en tout. Il faut toutefois relever deux mouvements tactiques engagés par JL Mélenchon depuis la rentrée. Le premier, qui consiste, à présenter l'élection européenne comme un référendum anti-Macron. C'est doublement habile. D'une part, cela permet à JL Mélenchon de ne pas trop parler d'Europe, alors même qu'il est resté longtemps embourbé dans l'ambiguïté Plan A/ Plan B. En remettant les enjeux nationaux sur le devant de la scène, il esquivé le débat européen. Deuxièmement, vu le discrédit du pouvoir actuel et la colère qu'il suscite, JL Mélenchon s'érige en vote utile pour sanctionner Macron. Ce n'est pas follement original, c'est ce que nous avons fait aux européennes de 2014, mais dans un contexte où la FI est en tête de la gauche dans les enquêtes d'opinion, cette stratégie de vote utile anti-Macron n'est pas sans efficacité. Autre inflexion : JL Mélenchon a semblé amorcer à l'occasion de son université d'été un mouvement pouvant donner le sentiment qu'il serait plus ouvert au rassemblement de la gauche, en tout cas, plus ouvert à une partie des socialistes, anticipant sans doute le ralliement d'Emmanuel Maurel. Je ne pense pas, pour être tout à fait sincère, que ce mouvement révèle un quelconque changement d'orientation stratégique de JL Mélenchon. D'ailleurs, s'il voulait le rassemblement, il ne parlerait pas de nous ou de B. Hamon comme il vient de le faire dans une récente interview à la PQR. En revanche, ce changement de pied en mots n'est pas sans conséquence sur le regard qu'une partie des électeurs de gauche porte sur lui, et il ne faudrait pas lui laisser, d'une certaine manière, le drapeau du rassemblement.

**Côté PS**, la situation est à peu près aussi confuse sur le fond que pour LR, comme en témoigne la longue valse des éventuelles têtes de listes (Magnette, Hollande et maintenant Ségolène Royal...). Le PS a adopté un texte d'orientation sur l'Europe, se présentant en rupture avec les orientations de l'UE. Ce texte plaide pour « *la construction d'une gauche européenne qui assume une rupture avec les politiques libérales et austéritaires et construise une alternative progressiste et écologiste* ». Comme l'a bien montré un éditorial du Monde intitulé « Une rupture en trompe l'oeil », il s'agit ni plus ni moins que d'un copié collé des dires du PS lors de la campagne de 2014 qui a abouti aux errements que chacun connaît ici.

**Côté EELV**, la campagne est lancée, les candidatures connues, et il ne fait guère de doute que le choix d'y aller seul sera maintenu jusqu'au bout, a fortiori depuis la démission de Hulot qui a redonné de la place aux questions écologiques dans le débat public.

**Quant à Générations**, le mouvement de Benoît Hamon, après avoir longtemps privilégié un axe avec EELV, il nous dit aujourd'hui sa volonté de travailler avec nous dans le cadre d'une « liste citoyenne » dont les contours seraient encore à définir.

Le contexte, pour résumer, est donc marqué par une extrême-droite à l'offensive, un pouvoir macroniste qui se mobilise pour mettre en scène un tête-à-tête avec l'extrême-droite, une droite dont la porosité avec l'extrême-droite se fait jour jour de manière de plus en plus insistante, une gauche éparpillée. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le risque existe que 2019 soit le remake de 2017. C'est ce que nous voulons éviter. Pour éviter ce scénario, il va falloir engager une grande bataille d'idées. J'en viens à nos orientations de campagne.

## **II- Nos orientations de campagne**

### **1- Quel mal frappe l'Europe ?**

*Un logiciel libéral.* Depuis sa naissance, l'Union européenne fonctionne sur un logiciel libéral. Certes, ce n'est pas ainsi qu'elle a été présentée aux peuples d'Europe, si bien que le « rêve » ou du moins « l'idéal européen » a pu faire illusion quelques décennies durant. Il n'en reste pas moins que, de fait, elle a servi d'appui aux politiques libérales. En son nom, avec l'appui des gouvernements de droite ou sociaux libéraux, elle a servi de machine de guerre pour réduire le champ du service public et les dépenses publiques et de bras armé pour mettre en place partout en Europe des politiques visant à accroître la « compétitivité » des entreprises, c'est à dire en réalité, à diminuer les droits des salariés.

*Sur le plan économique et social.*

Il est donc temps de faire le bilan de ces politiques. De faire la démonstration de ce que ces politiques ont produit. De ce que ces merveilleux « pragmatiques » ont réalisé, puisque c'est ainsi qu'ils se présentent en opposition aux « idéologues » et aux « dogmatiques » que nous serions, nous.

Regardons les résultats économiques et sociaux de ces politiques. La réalité est là, elle est sous nos yeux.

Un exemple. En 2010, la Commission a élaboré sa stratégie 2020. Il s'agissait, selon la Commission, de tenir compte de la crise de 2008 et ne pas reproduire les mêmes erreurs. Il s'agissait de promouvoir une croissance « durable et inclusive » et non plus tournée vers la satisfaction de la seule finance. Parmi les objectifs, la réduction du nombre de pauvres au sein de l'UE. L'objectif : moins 20 M de pauvres en 10 ans. En 2016, il y en avait déjà 10M de plus. Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'aucune ambition sociale ne grandit sur fond de politique économique libérale.

Sur le plan strictement économique, ces politiques ne font pas non plus la démonstration de leur efficacité. La preuve : L'UE a mis 9 ans à retrouver son PIB de 2008, les USA 4 ans (qui avaient le choix à l'époque de lâcher la bride sur le déficit public). Avec au passage de très fortes inégalités entre pays, et entre territoires. La preuve en est que certaines régions françaises comme les Hauts-de-France n'ont toujours pas retrouvé leur PIB de 2007.

*Sur le plan politique.* Tout cela est tellement vrai qu'aujourd'hui, l'Union européenne ne fait plus rêver personne, sauf peut-être ceux qui ont intérêt à cette politique, soit une infime minorité d'Européens.

Dressons le bilan.

Ils nous promettaient la paix, il y a aujourd'hui la guerre économique sur fond de dumping social et de dumping fiscal entre Etats de l'Union européenne, et la menace de guerre tout court avec la montée des nationalismes partout sur le continent. L'un des seuls budgets qui augmente d'ailleurs, dans le futur budget européen, ce sont les dépenses militaires (quand celles de la PAC et de la cohésion des territoires, elles, diminuent).

Ils nous promettaient la prospérité. Il y a aujourd'hui la précarité et la pauvreté. L'Union Européenne, c'est très exactement 87 millions de pauvres, et 10 % de travailleurs qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Ils nous promettaient la démocratie. Où est la démocratie lorsque quelques multinationales élues par personne dictent leur lois aux gouvernements européens et à la Commission européenne ?

3 promesses, 3 reniements. 1 même origine : le refus de tenir tête aux tenants de la finance.

Dans ce contexte de rejet des politiques libérales menées partout en Europe, il n'est guère étonnant que la quasi totalité des gouvernements qui ont appliqué ces politiques aient été rejetés dans les urnes.

Au cœur du mal qui ronge l'Europe, il y a donc la soumission à la finance, le choix systématique de se laisser dicter les politiques publiques par les marchés financiers. C'est cette soumission qui est à l'origine de la casse du service public. C'est elle qui pousse à la casse du code du travail. C'est elle qui incite aux logiques de dumping qui broient les travailleurs d'Europe.

## **2- Quelle Europe voulons-nous ?**

Nous avons toujours rejeté cette Europe parce que nous perçu très tôt son ADN libéral et anti-social. Nous l'avons perçu tôt, et avant beaucoup d'autres. Nous sommes la seule force politique de gauche à avoir rejeté tous les traités sans exception qui ont mis en place cette Europe-là. Ce rejet de l'UE libérale, c'est la première chose qu'on doit entendre dans notre discours.

Il demeure une question. Dans un contexte où l'UE est discréditée et même interrogée dans son existence même, quelle doit-être notre ambition ? S'agit-il pour nous d'être ceux qui mettent le dernier clou dans le cercueil de cette UE libérale ? Non. Trois fois non.

Non d'abord, parce que nous aurions plus à perdre dans une sortie de l'UE qu'à y gagner. L'exemple de la Grande-Bretagne, qui est pourtant l'Etat le moins intégré dans l'UE, nous en dit long sur les difficultés à défaire ces liens sans risquer un saut dans l'inconnu.

Ensuite, parce que sortir de l'UE, ce n'est pas sortir du capitalisme. La Grande-Bretagne ne s'apprête à entrer dans le socialisme.

Enfin parce que nous vivons à l'ère des interdépendances. Le retour en arrière n'ouvre donc aucune perspective positive. Il faut en sortir par le haut, autrement dit la transformation positive de l'Union européenne.

Je note d'ailleurs que certains Etats parviennent à mettre en place des politiques progressistes tout en restant membres de l'UE. Je pense au Portugal qui a choisi de mettre à la corbeille les recommandations de la Commission européenne et d'augmenter les salaires, les minima sociaux et les allocations familiales. Je pense à l'Espagne qui prévoit une augmentation de 22% du SMIC, de 40% de l'aide aux personnes dépendantes, d'augmenter les plus riches et de mettre à contribution les transactions financières.

J'entends un certain nombre de camarades de gauche partisans d'un Plan B nous qu'il faudrait utiliser la menace d'une sortie de l'UE comme une « arme nucléaire », une menace. Outre le fait que cette comparaison ne m'incite guère à vouloir emprunter ce chemin, soyons sérieux, soyons rigoureux. Quand on veut menacer de quelque chose, il faut être capable de faire la démonstration qu'on peut aller jusqu'au bout. Sinon, c'est de l'esbroufe. Et si l'on commence par dire qu'on n'y croit pas soi-même, je vois mal en quoi la fameuse « menace » est dotée d'une quelconque efficacité.

Il n'y a donc pas d'autre voie, à mes yeux, que celle de la transformation de l'UE, celle du rapport de forces, celle du combat.

La clé de cette transformation, elle est claire. Dès lors que le mal qui ronge l'Europe, c'est la soumission à la finance, il s'agit donc de rompre le cordon ombilical qui unit l'UE à la finance. Il s'agit d'en finir avec cette Europe soumise aux lobbys. **Il s'agit, pour nous, d'être le lobby des gens face au lobby de l'argent qu'est aujourd'hui l'UE.**

**Pour cela, je vous propose 4 axes.**

**L'Union européenne, aujourd'hui, c'est la concurrence partout et la justice sociale nulle part. Avec cela, nous voulons rompre, dans 4 domaines au moins.**

**Premier enjeu. Le travail,** il s'agit d'en finir avec la paupérisation des travailleurs d'Europe. Au cours des 10 dernières années, le PIB de l'UE est passé de 15 000 Mds d'euros à 17 200 Mds d'euros. Il s'est donc accru de plus de 2000 milliards d'euros, soit l'équivalent du PIB de la France. Dans le même temps, le taux de travailleurs pauvres est passé de 7% à 10%.

La faute à quoi ?

D'une part à des incitations très fortes, les fameuses « recommandations » de la Commission européenne accompagnée des chefs d'État européens à remettre en cause les droits des salariés, à tout faire pour accroître les marges des entreprises, c'est-à-dire à rogner les salaires. C'est le cas en Allemagne depuis les réformes Schroeder avec les jobs à 1 euro, en Grande-Bretagne avec les « contrats zéro heure » (sans garantie d'heures payées ni de salaire minimum, en Italie où depuis les réformes de Renzi 15 % des stagiaires ont plus de 45 ans.

D'autre part, cette paupérisation des travailleurs d'Europe a pour origine la mise en concurrence des travailleurs entre eux, dans un contexte marqué par de très fortes inégalités salariales entre



pays européens. Le salaire minimum brut en Europe varie de 1 (261 euros en Bulgarie) à 8 (1999 au Luxembourg). En parité de pouvoir d'achat, les écarts restent importants, ils sont de 1 à 3.

Cette mise en concurrence, les Français la voient, ils la perçoivent. Ce sont les **travailleurs détachés**, malgré les avancées obtenues par nos eurodéputés. Ce sont aussi les **délocalisations** dont la moitié sont internes à l'UE. Entre 2003 et 2016, 752 délocalisations ont été enregistrées en Europe dont 352 avec pour destination un autre pays d'Europe.

Il faut donc stopper cette machine à déclasser les salariés.

Sur ces enjeux-là, je vous fais la proposition suivante. Je vous propose plus exactement d'adopter la position suivante. L'Europe, nous voulons qu'elle nous protège, qu'elle protège les travailleurs d'Europe. A défaut, il nous faut utiliser nos marges de manœuvre pour nous en protéger.

Je m'explique : notre combat, c'est celui d'une Europe qui protège les salariés. C'est l'harmonisation sociale par le haut avec la mise en place d'un SMIC européen tenant évidemment compte du niveau des prix dans chaque pays. C'est l'horizon que nous voulons atteindre. Celui d'une Europe qui nous tire vers le haut au lieu de nous aspirer en permanence vers le bas.

Ce combat-là, nous le menons, nous le mènerons avec nos partenaires européens qui partagent notre vision.

Il faut en attendant des protections pour les travailleurs qui produisent des richesses sur notre territoire. Il faut protéger la France des politiques néfastes de l'Union européenne. Il faut des mesures radicales pour en finir avec la délocalisations et la dévitalisation de notre industrie.

Nous devons refuser les délocalisations dès lors qu'un site est bénéficiaire. Les délocalisations intracommunautaires devraient être purement et simplement interdites. Elles sont désastreuses sur le plan social, dévastatrices pour nos territoires. Elles sont contraires à l'esprit même d'une union digne de ce nom. Pourquoi construire une Union européenne si c'est pour que ces mêmes pays d'Europe se tirent dans les pattes à coup de dunding ?

De même sur les travailleurs détachés. C'est l'UE qui a créé le statut des travailleurs détachés. Des avancées sont intervenues certes, et tant mieux. Le principe désormais acté, c'est « à travail égal, salaire égal ». Cela dit, le secteur de la route en est exclu. Ce sont tout de même 3 M de salariés en Europe, dont 10% de Français. De plus, les outils dont l'UE dispose pour vérifier que les règles sont appliquées sont très faibles. Quant à la question du financement de la protection sociale, elle n'est pas traitée dans la directive. Il faut poser un principe simple. Quand on travaille en France, on peut être polonais, bulgare ou portugais, ce n'est pas le problème, mais on travaille avec un contrat français. Le détachement, il faut y mettre fin. Travail en France, contrat français.

**Deuxième enjeu. Le services publics.** Depuis le traité de Maastricht jusqu'aujourd'hui, l'UE a poussé à la mise en concurrence des services publics et, à terme, à leur privatisation. Sur la SNCF, par exemple, le gouvernement s'est appuyé sur le 4e paquet ferroviaire qui avait été adopté à une quinzaine de voix près par le Parlement européen.

Le sujet revêt aujourd'hui une actualité particulière.

D'abord, parce que les événements survenus cet été à Gênes, le tragique effondrement du pont autoroutier a mis en exergue les conséquences désastreuses de la privatisation d'infrastructures public. L'argent qu'on verse aux actionnaires, c'est de l'argent en moins pour la sécurité des habitants.

Ensuite, parce qu'il est désormais possible de faire le bilan des décennies marquées par les privatisations. Qu'on regarde ce qui se passe en GB où désormais 75% des Britanniques sont favorables à des renationalisation de secteurs clés. Le gouvernement a d'ailleurs entrepris la renationalisation d'une prison et de lignes de chemin de fer.

Ce bilan des directives de libéralisation, nous aurons désormais des éléments pour le nourrir. Un audit a été commandé par les parlementaires de la GUE.

Je vous propose de faire de sa publication un grand moment de mobilisation pour dire stop aux directives de libéralisation et oui aux services publics.

Là aussi, là encore, nous proposons de tourner le dos à la concurrence, de faire le choix de la mise en commun.

**Troisième enjeu . L'argent.** Les deux grandes batailles à mener, celle de la BCE, celle de l'évasion fiscale.

Depuis 10 ans, la Banque Centrale Européenne a versé près de 3000 milliards d'euros aux banques privées. Elle l'a fait sans la moindre condition d'utilisation de ces fonds, sans la moindre contrepartie.

3000 milliards d'euros, ce chiffre nous le martèlerons tout au long de la campagne. Car il apporte une double démonstration. Il dit beaucoup de l'Union européenne telle qu'elle est, soumise aux banques, avare avec la dépense sociale, généreuse avec les banques privées. Il dit aussi, ce chiffre, tout ce qu'il serait possible de faire, à rebours de ces logiques, si ce même argent, ou si même une partie de cet argent était utilisé autrement : s'il était conditionné d'abord au fait que ces mêmes banques privées fassent le choix de financer des projets pourvoyeurs d'emplois et de bons salaires. Nous proposons aussi qu'une partie de cet argent alimente un fonds pour le développement des services publics.

Parler argent, c'est aussi évoquer la question de l'évasion fiscale : à l'échelle de l'UE, ce sont 1000 milliards d'euros qui partent en fumée chaque année. Ce sont 2000 euros volés chaque année à chaque citoyen européen. En France, ce sont 100 millions par an qui s'évaporent.

Dans ce domaine aussi, l'Europe est malade de la concurrence. Malade du dumping fiscal qui fait que les Etats européens se tirent la bourre en se faisant concurrence à coup d'impôts sur les sociétés les plus bas possibles pour attirer les entreprises. Tant et si bien que nombre d'entre elles rusent pour se localiser fiscalement là où l'impôt est le plus faible.

Là aussi, c'est le sens même de l'Union européenne qui est posé. Pourquoi être ensemble si c'est pour se faire la guerre fût-elle économique ?

Là aussi, il nous faut mener la bataille contre l'évasion fiscale dans ses deux dimensions. Nous voulons une Europe qui protège. Nous voulons l'harmonisation fiscale par le haut de l'impôt sur les sociétés.

Et en attendant, il faut se protéger des mécanismes d'évasion fiscale liés au dumping fiscal au sein de l'UE tel qu'elle existe aujourd'hui.

Et donc poser également dans ce domaine un principe simple, élémentaire. Quand on fait des affaires en France, on paie ses impôts en France. Cela passe par un mécanisme de reporting beaucoup plus contraignant qu'il n'existe aujourd'hui. Il s'agit d'obliger les entreprises à publier

leurs résultats et le montant des impôts pays par pays, et à partir de là de les imposer au niveau où elles le doivent. Le PE a adopté ce principe en juillet 2017, mais le mécanisme est bien trop fragile car il prévoit une clause d'exemption dès lors que la publication des résultats pose à l'entreprise un problème « stratégique ».

Ce qui nous pose un problème, à nous et à tous les partageux, c'est que des entreprises multinationales riches en milliards échappent ainsi à l'impôt quand la PME ou la famille de travailleurs passe à la caisse sans broncher.

#### **Quatrième enjeu. Les enjeux écologiques.**

Cette question, déjà largement abordée par Pierre hier est au cœur des débats, elle le sera à l'occasion des prochaines élections européennes. La période est marquée par une double prise de conscience.

Une première. Celle des dangers liés au réchauffement climatique. Le rapport du GIEC publié lundi dernier témoigne des risques liés à une augmentation des températures au-delà de 1,5°C. Ces conséquences sont multiples : vagues de chaleur, extinctions d'espèces, déstabilisation des calottes polaires, montée des océans sur le long terme... Toute augmentation des températures au-delà de 1,5 °C aggraverait ces impacts sur l'environnement, selon le GIEC. Pour cette raison, ses experts appellent à une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 45 % d'ici 2030.

La prise de conscience est là, elle est largement partagée, comme en témoignent les mobilisations d'hier.

Une deuxième prise de conscience grandit, elle aussi. Celle que la transition écologique est incompatible avec les exigences de rentabilité. L'argent roi, sa soif inextinguible de profit à court terme ne fait pas bon ménage avec les exigences environnementales. Pire, il y contrevient violemment.

Qu'en est-il en Europe ?

Les chiffres sont éloquentes. En 2017, les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'Europe des 28 sont reparties à la hausse. C'est un véritable pas en arrière qui a été franchi en matière de transition énergétique. Après une baisse des émissions de CO<sub>2</sub> de 1,9 % entre 2005 et 2015, une autre de 0,4 % en 2016, les émissions de CO<sub>2</sub> sont reparties à la hausse de 1,9 % en 2017.

Je souhaite ici présenter l'une de nos propositions pour faire face à cette situation. Celle d'un service public européen de la rénovation énergétique.

En France, les logements représentent 25% de la consommation énergétique nationale. Si l'on ajoute les bâtiments tertiaires, on dépasse les 40%. À l'échelle européenne, le chiffre est similaire : environ 40% du total. Il est donc essentiel d'amplifier ce travail à l'échelle européenne.

L'Europe s'est dotée d'objectifs ambitieux, en **avril 2018**, avec une directive votée par le Parlement européen : les émissions des bâtiments européens doivent être réduites **de 80 à 95% d'ici à 2050** par rapport à 1990.

C'est également un très fort enjeu **économique** : en France, le secteur du bâtiment représente **1,5 million d'emplois**, dont 1,2 million de salariés, pour un chiffre d'affaires de **150 milliards d'euros**. La France peut mettre son savoir-faire au service de ses voisins européens. La transition

énergétique européenne est donc une formidable **opportunité de relance** économique, en même temps qu'un impératif **social et écologique**.

**Proposition** : l'Europe doit se doter d'un **service public** de la rénovation énergétique qui permettrait de territorialiser les objectifs pays par pays, région par région, ville par ville, et mettre à disposition des collectivités son expertise et des financements afin de traduire en actes ces objectifs ambitieux.

J'ai décliné ici 4 de nos axes de campagne. Il y en aura d'autres évidemment, et je ne prétends à l'exhaustivité. Je pense notamment à la question de l'agriculture, qui souffre doublement de la concurrence, elle aussi. La concurrence intra-communautaire, à l'intérieur de l'UE, singulièrement dans un contexte d'affaiblissement voire de démantèlement programmé de la PAC qui conduira à une concurrence exacerbée au sein de l'UE et à un abaissement des normes sociales et environnementales. Au lieu d'avoir une politique agricole et alimentaire coordonnée à l'échelle de l'UE, nous risquons d'avoir 27 politiques concurrentes qui tireront vers le bas exigences sociale et environnementale pour produire le moins cher possible. Concurrence extra-communautaire ensuite avec la multiplication des traités de libre-échange entre l'UE et le reste du monde. 11 traités sont en cours de négociation. Avec à chaque fois le même calcul : pour faciliter l'exportation de produits manufacturés, nous consentons à importer des produits alimentaires qui ne correspondent en rien aux normes que nous fixons à nos agriculteurs. Autrement dit, business oblige, l'UE et les chefs d'Etats européens sacrifient nos agriculteurs en les exposant à une concurrence déloyale et les consommateurs d'Europe exposés à une alimentation dégradée.

Des thèmes de campagne, il y en aura beaucoup, donc. J'ai fait le choix de ne pas les aborder tous. Je n'ai pas évoqué ici, par exemple, la question des réfugiés. J'ai eu l'occasion de le faire, à maintes reprises, en d'autres lieux, et je sais que nous continuerons à porter cette question. L'essentiel, c'est la cohérence d'ensemble. Le parti-pris qui est le nôtre. L'UE prône aujourd'hui la concurrence partout. Nous prônons le partage et la mise en commun des richesses. Il y a largement de quoi permettre à chacun de vivre bien en Europe. A la condition de faire le choix de l'humain d'abord, celui de la mise en commun et du partage. C'est ce que nous disons, ce que nous porterons avec nos eurodéputés.

### **3- Le Parlement européen, lieu d'un rapport de forces quotidien**

Comment y parvenir? Comment transformer l'Union européenne? En quoi le Parlement européen peut-il être utile à ce combat?

C'est évidemment une question essentielle, qui renvoie à l'utilité du vote le 26 Mai prochain. Souvenons-nous que les Français, lors de l'élection européenne précédente, se sont abstenus à 57 %.

Il convient donc de battre en brèche une idée reçue. Non, les pouvoirs du Parlement européen ne sont pas négligeables, loin de là!

C'est particulièrement vrai pour l'adoption des directives européennes (libéralisation des services publics; "Travailleurs détachés"; "Secret des affaires"...). Toutes ces règles n'existent QUE parce qu'une majorité de parlementaires européens (et une très nette majorité de gouvernements) ont voté à leur faveur. Dans le cas contraire, le projet de la Commission va tout simplement au panier! Qui le sait?

Deux exemples. L'un négatif, l'autre positif.

Je commence par le négatif : la directive utilisée par Macron pour justifier l'ouverture de la SNCF-voyageurs à la concurrence a failli être rejetée au Parlement le 14 décembre 2014 . Cela s'est joué à 15 voix près ! (Le Parlement européen compte 751 membres). C'est dire si le rapport de forces était serré. C'est dire s'il aurait été utile d'avoir une quinzaine de députés supplémentaires à nos côtés.

Autre exemple, cette fois-ci positif. Le Parlement a récemment débattu d'une directive relative aux conditions de travail des routiers. Son adoption aurait conduit à une dégradation très importante des conditions de travail des routiers, notamment en espaçant encore davantage leurs temps de repos. Adoptée en l'état, elle aurait permis que des routiers puissent travailler 3 semaines sans jours de congés contre deux actuellement. La mobilisation de nos eurodéputés combinée à une mobilisation des salariés de la route a permis d'y faire échec.

C'est une belle victoire. C'est aussi une démonstration. Celle que la lutte des classes et que le rapport de forces se joue aussi au Parlement européen. D'où l'importance d'avoir des députés déterminés à défendre le monde du travail, ce lobby des gens face au lobby de l'argent dont je parlais tout à l'heure.

### **III- Notre campagne**

#### **1. Notre stratégie de campagne**

Nous avons décidé, je l'ai dit dès le départ, de nous mettre en mouvement très tôt. Cette décision, nous l'avons prise en ayant en tête 3 données essentielles.

1ère donnée. La situation de l'Europe, à bien des égards inquiétante, avec la montée de l'extrême droite, des idées racistes, sexistes partout en Europe. Situation qui n'est pas univoque pour autant, avec dans le même temps, des mobilisations sociales sources d'espoir. Je pense en particulier au mouvement des femmes qui en Pologne ont fait reculer le gouvernement sur son projet de suppression du droit à l'avortement et en Irlande a abouti à la conquête de ce droit fondamental. Il n'en reste pas moins qu'en Europe, ceux qui dominent le paysage, ceux qui occupent le devant de la scène, c'est l'extrême-droite. Au bout : le risque d'un délitement de l'Europe non pas au profit de ceux qui veulent la réorienter mais au profit des nationalistes au moment où nous aurions plus que jamais besoin de coopérations à cette échelle pour faire face aux défis économique, sociaux et environnementaux.

2ème donnée : la situation politique en France. Elle est caractérisée par une politique chaque jour plus agressive du pouvoir macroniste jamais avare d'un mauvais coup contre le monde du travail et les familles modestes. Elle se caractérise aussi par une difficulté pour la gauche à sortir de sa situation de 2017. Le risque, c'est que 2019 soit le mauvais remake de 2017. Divisée, usée au point que les candidatures de Hollande et de Royal puissent être envisagées, la gauche doit se relever.

3ème donnée : les leçons que nous avons tirées pour le PCF de la séquence électorale de 2017. Lorsque nous avons choisi de partir en campagne européenne, nous l'avons fait avec une conviction : celle qu le Parti communiste doit bien sûr travailler au rassemblement. Ne pas le faire face aux périls gravissimes qu'encourent la France et l'Europe, ce serait une folie. Mais il doit le faire en se mettant lui-même en mouvement avec ses propositions, sa campagne, ses candidates

et ses candidats. On ne construit pas le rassemblement en tendant un main vide, on construit le rassemblement en tendant une main pleine. Elle a d'ailleurs plus de chances d'être saisie dès lors qu'elle n'est pas vide. C'est ainsi que nous pouvons être utiles au rassemblement.

C'est donc la voie que nous avons choisi d'emprunter depuis juin. C'est le sens que la campagne que nous avons initiée.

Nous avons donc désigné un chef de file, une équipe de campagne, et commencé à mettre des idées et des propositions en débat.

Permettez-moi donc de faire un point d'étape et de vous dire en quelques où nous en sommes.

## **2. La mise en campagne**

Nous avons commencé la campagne. Dans les médias, comme dans les sections, les choses s'engagent. Ce n'est pas évident, dans un contexte où les Français ont bien d'autres préoccupations européennes et où les micros ne se tendent pas aisément pour parler des enjeux européens, mais nous avons choisi de forcer la porte. Je ne sais pas si nous y sommes parvenus, je considère néanmoins que nous l'avons entrouverte. Et c'est déjà important.

Nous avons commencé à gagner en visibilité. La publication de notre affiche à 50 000 exemplaires a permis de commencer la campagne de collages. De nombreuses sections sont déjà en rupture de stock. De très nombreux journaux de fédérations souvent imprimés à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires et consacrant une large part aux enjeux européens ont été diffusés eux aussi.

Parallèlement, j'ai engagé un tour de France depuis la mi-septembre avec l'objectif de me rendre dans toutes les grandes régions de l'hexagone d'ici la fin décembre. A chaque fois, c'est un moment utile de partage des enjeux avec les camarades, de mobilisation de nos élus et de diffusion de nos propositions auprès de secteurs clés.

Ce fut le cas dans la région Grand Est, en Lorraine, où nous avons pu aborder les enjeux de la sidérurgie avec les salariés d'Arcelor-Mittal et d'Asco Metal ainsi que les problématiques transfrontalières à Villerupt, à la frontière luxembourgeoise.

Ce fut le cas à Cournon, à l'occasion du sommet de l'élevage, où nous avons abordé la réforme de la PAC, premier budget européen aujourd'hui sérieusement menacé, et les traités de libre-échange qui font si mal à notre agriculture.

Ce fut le cas dans les Hautes-Pyrénées, où là aussi, ont été abordées les thématiques agricoles et alimentaires.

Ce fut le cas encore ces jeudi et vendredi, dans les Bouches-du-Rhône, où une série de placements sur le monde du travail ont été organisés par la fédération : rencontre avec les dockers, avec les salariés d'une entreprise de réparation de bateaux, avec les ex Fralib qui grâce à leurs 1336 jours de mobilisation ont réussi à échapper à une délocalisation en Pologne.

A chaque fois, une région, une thématique, une équipe d'élus et de responsables départementaux.

Je m'excuse pour cette liste un peu longue, mais elle permet à chacun de se faire une idée des initiatives qu'il reste encore à construire dans les semaines à venir. Plusieurs sont d'ores et déjà prévues d'ailleurs.

Je suis en tout cas convaincu d'une chose : il nous faut rattacher les enjeux européens à des questions concrètes, tangibles pour les gens. Chaque initiative doit être l'occasion de se demander en quoi l'UE actuelle dysfonctionne, en quoi elle est un problème, et en quoi à rebours, sur telle ou telle question concrète, une UE transformée pourrait être une solution.

Dans chaque territoire, j'invite les camarades (élus, secrétaires départementaux) à réfléchir aux batailles concrètes pourraient être ainsi menées. Dans un contexte où le risque d'abstention est fort, où les enjeux européens sont à tort perçus comme éthérés et loin des préoccupations du quotidien, ce travail préparatoire est essentiel. Qu'est-ce qui sur mon territoire pourrait changer si l'UE était autre chose que cette machine à produire de la régression sociale ?

### **3. Et maintenant ?**

Il est temps maintenant d'accélérer. Oui, accélérer, accélérer, accélérer.

D'abord, la phase de mise en visibilité de notre campagne est loin d'être achevée. Nous allons mettre à disposition des camarades de nouveaux outils de communication. L'affiche sera rééditée afin de satisfaire les demandes des sections. Un tract sera élaboré. En format A5, simple d'accès, facilement identifiable, il sera centré sur les enjeux du travail et de l'argent. Imprimé à 500 000 exemplaires, il répond, là aussi, je crois à une forte demande de nos adhérents.

Enfin, le site internet de la campagne, adossé au futur site national du Parti entièrement rénové, sera mis en ligne en novembre. Un meeting pourrait avoir lieu en décembre pour lancer officiellement la campagne.

Ensuite, nous continuons à avancer sur la composition de notre liste. Plusieurs fédérations nous ont d'ores et déjà fait remonter des propositions, et je les en remercie. J'insiste sur un point qui me paraît essentiel. C'est le monde du travail. Ne perdons jamais de vue que la politique, ça s'incarne. Nous voulons être la liste du monde du travail. Du monde du travail tel qu'il est aujourd'hui. Notre liste doit donc être très, très, très ouverte au monde du travail. Elle doit être composée d'hommes et de femmes qui ne pas sont là par hasard. Ils sont là parce que, du fait de ce qu'ils sont, de ce qu'ils font, ils ont eu maille à partir avec l'UE actuelle, ils savent de quoi ils parlent, ils savent ce qui doit changer en Europe. Il nous faut donc sur notre liste des ouvriers qui luttent contre les délocalisations, des salariés mobilisés contre le travail détaché, des agriculteurs qui refusent les traités de libre-échange, des agents des services publics qui luttent contre les directives de libéralisation, des salariés du e-commerce confrontés à l'inaction de l'Union européenne. Mesurons ce qu'un tel parti pris de notre part signifie. C'est un contre-pied formidable à ce qu'a fait Macron. Il a mis la haute finance à tous les postes clés. Nous allons envoyer le monde du travail au Parlement européen. Le lobby des gens face au lobby de l'argent, cela doit se voir jusqu'à la composition de notre liste. Ce travail n'est pas achevé. Il se poursuivra dans les semaines. Lorsqu'il sera abouti, il donnera évidemment lieu à un vote des communistes, comme le prévoient nos statuts.

Enfin, la question du rassemblement, qui à mes yeux ne doit pas être mise de côté. Il faut porter ce débat en même temps que nous faisons en sorte de gagner en visibilité. J'ai lancé un appel aux forces de gauche qui partagent avec nous la nécessité d'une autre Europe. Au moment où Macron avance avec sa politique anti-sociale, où l'extrême-droite menace avec sa politique antisociale,

personne ne comprendrait que nous ne soyons pas capables de nous retrouver autour d'une table. C'est le sens de l'appel. Les courriers à destination des forces politiques concernées partiront ce lundi. Et des rencontres bilatérales devraient avoir lieu dans la foulée.



## Conseil national du 13 octobre 2018 – Rapport de Gilles Ravache

---

La commission des candidatures s'est mise à l'ouvrage dès le 7 juillet.

Elle s'est réunie trois fois depuis pour fournir, comme il lui a été demandé, des pistes pour la réflexion sur notre conception des directions.

Le compte-rendu de sa dernière réunion du 29 septembre rassemble les idées, propositions, préconisations qu'elle verse à la réflexion des communistes. Je précise que ce compte-rendu a été validé par les membres de la commission présents à cette réunion à deux exceptions près.

La commission s'est nourrie des notes que lui ont adressées les membres du Conseil national et les secrétaires fédéraux. Malheureusement toutes et tous ne l'ont pas fait, c'est très dommage. Une synthèse en a été faite qui est évidemment à votre disposition.

S'il existe incontestablement des critiques adressées à la direction sur son fonctionnement, il serait insatisfaisant d'en rester là. Il nous revient d'y réfléchir collectivement. L'intention de la commission est donc que les adhérentes et adhérents puissent débattre de cette question. Il appartient certainement aux membres du CN de veiller à ce qu'ils, elles puissent le faire.

La commission des candidatures n'apporte pas des solutions à prendre ou à laisser. Non, elle verse au débat des communistes des pistes dont ils sauront s'emparer pour les retenir, les écarter ou en imaginer d'autres.

Nous sommes partis de la nécessité impérieuse de produire des changements de nos directions qui ne peuvent se réduire à changer les personnes. Ces dernières années nous avons énormément changé les dirigeants et dirigeantes nationales. A tel point que depuis 2006 nous avons fait passer 432 camarades au Conseil national.

Le compte-rendu note une conception des directions faite d'une double vocation. Je cite :

*Nous avons besoin de directions créatives, audacieuses, réactives, qui donnent un cap, décident de positions claires, qui lancent des initiatives, en animent la mise en œuvre, et en évaluent les résultats.*

*Simultanément, nous avons besoin de directions qui suscitent, facilitent, relient, additionnent, coordonnent, relaient les initiatives militantes dans tout le pays, dans tous les domaines, à tous échelons.*

*Nous avons ainsi besoin d'une direction nationale qui anime un parti national, acteur dans le débat politique national et présent dans tout le territoire.*

Nous avançons l'idée que la reconquête de notre visibilité se fera non par un message national répété partout et en toute circonstance mais par une action et une expression adaptées aux circonstances et dont la finalité est l'élévation des consciences et le développement de l'intervention citoyenne.

Nous identifions alors les fonctions qui incombent à la direction nationale

- La prise de décisions, d'initiatives, instruites de l'examen de nos objectifs, de la situation politique et des forces mobilisables.

- Un fonctionnement collectif.
- L'animation du collectif communiste.
- Le rendu des décisions auprès des communistes pour qu'ils, elles se les approprient.
- La mise en œuvre des décisions des communistes et du collectif.
- La valorisation de l'initiative communiste.
- La garantie de la souveraineté des communistes, la mise à leur disposition de tous les éléments du débat.
- La représentation et l'expression publique du collectif.
- La promotion des militant-e-s et une politique de cadres.

Ceci nous amène à la composition de la direction nationale.

Tout d'abord nous insistons sur le fait que le CN doit être l'instance décisionnaire au niveau national. Il doit être pleinement le lieu d'élaboration de l'initiative communiste au plan national.

Pour cela sa composition pourrait réunir des camarades d'apports divers du fait de leur lien à la vie sociale, de leur activité militante :

- représentatifs de la diversité du salariat, du monde du travail et de la création, du monde rural comme des grandes agglomérations, ...
- militant-e-s à l'entreprise, militant-e-s syndicaux-ales ou associatifs-ives, ou de collectifs et réseaux, ...
- élu-e-s de tous échelons, municipaux de la ville et de la ruralité, départementaux, régionaux, parlementaires, ...
- secrétaires départementaux-ales.

Cette diversité d'implication militante devrait permettre à chacune, chacun de participer au travail d'élaboration, d'animation et de mise en œuvre avec ce que sa situation apporte au collectif de direction.

Les candidatures permettront également d'occuper des responsabilités nationales :

- **Les champs d'initiatives communistes :**
  - grands axes du projet communiste,
  - réseaux d'initiatives, commissions thématiques.
- **L'organisation au service du déploiement de l'initiative militante :**
  - liens, aide aux fédérations,
  - aide au déploiement dans des secteurs prioritaires (quartiers populaires, lieux de travail, ...)

- ressources pour l'activité militante (communication, lettre d'information, plateforme, ...),
- développement militant (Université permanente, formations, politique de cadres, ...),
- moyens.
- **La conquête de positions électives :**
  - relation aux élu·e·s,
  - préparation des élections.
- **L'expression publique :**
  - communication,
  - porte-paroles.
- **L'intellectuel collectif communiste :**
  - veille de ce qui naît de neuf dans la société,
  - lien aux commissions et réseaux thématiques,
  - bataille d'idées – culture,
  - publications.

La composition de nos directions doit respecter la parité. Nous ne sommes pas en progrès dans ce domaine. Seulement 38 % des membres des conseils départementaux sont des femmes. Nous pouvons fortement nous améliorer si nous le décidons et nous en occupons dès maintenant.

Nous avançons des idées concernant le fonctionnement de la direction nationale tout en sachant qu'il appartiendra au prochain Conseil national de définir lui-même son mode de fonctionnement.

Nous avons cerné quatre thèmes : le CN lieu de décision, un CEN opérationnel, des liens resserrés avec les fédérations, une nouvelle conception des commission thématiques.

Pour que le CN soit bien le lieu des décisions nous lançons plusieurs hypothèses : qu'il se dote d'un secrétariat aux côtés de sa présidence, que ses réunions ne soient plus une succession de prises de paroles mais des temps d'élaboration collective, qu'il tienne des réunions thématiques préparées avec les commissions concernées et pouvant s'élargir à des camarades impliqué·e·s sur le sujet et enfin améliorer la diffusion de ses travaux à tous les adhérents .

Nous lançons l'idée de réunir une ou deux fois par an le Conseil national, tou-te-s nos Parlementaires, tou-te-s les secrétaires départementaux-ales, pour lancer de grandes batailles. Ces réunions pourraient être l'occasion de créer un événement public, médiatique.

Pour que le CEN soit bien l'organisme de mise en œuvre et de permanence de la direction nationale nous considérons qu'il doit être composé de camarades déterminé·e·s à travailler à la mise en œuvre des décisions majoritaires, ce qui ne préjuge pas de leur opinion.

Pour être opérationnel, il devrait associer les responsables des domaines décisifs pour obtenir le meilleur impact des initiatives décidées. Cela suppose que le CEN ait des liens étroits avec les 96 fédérations, les différents réseaux d'initiatives, les parlementaires et élu-e-s, ...

Le CEN devrait également se doter d'une coordination, préparant, anticipant son travail et mobilisant les moyens. Ses relevés de décisions devraient être adressés aux membres du CN.

Pour établir des liens plus étroits entre direction nationale et fédérations nous pourrions mettre en place un référent pour un ensemble de fédérations. Si on groupe par région cela fait 13. Donc 13 membres du CN, voire du CEN, chargés d'aider les secrétaires départementaux-ales et d'assurer les relations entre fédérations et CN ou CEN, simultanément il nous faudrait développer un dispositif d'aide aux secrétaires départementaux-ales, en plaçant un-e membre du CN aux côtés de chacun-e-s (en particulier pour les nouveaux secrétaires départementaux-ales lorsqu'ils, elles entrent en fonction) et enfin renforcer la place des réunions des secrétaires départementaux-ales moment d'échange d'expériences et aussi temps de consultation avant certaines décisions du CN.

Enfin nous insistons pour que le fait régional soit davantage pris en considération.

Nous pensons qu'il nous faut revoir nos commissions thématiques. Leur travail est très riche mais sous utilisé, et méconnu au sein du Parti. Leurs travaux devraient être régulièrement validés par le Conseil national. Ce dernier devrait davantage passer commande aux commissions en particulier s'il envisage des réunions thématiques. Le regroupement des commissions par pôles, leur nombre, leur coordination nous semble devoir être réfléchis. Si nous avons des commissions permanentes, il pourrait aussi s'installer des commissions pour le temps d'une action. Enfin si nous développons des réseaux d'initiative, il convient de nous interroger sur le rôle des commissions dans ce cadre.

Tout cela pourrait conduire à un Conseil national d'une centaine de membres et un CEN d'une vingtaine. La commission ne pense pas que cette question du nombre soit première, toutefois elle propose de ne pas l'é luder. Décider d'emblée de la réduction pousserait à opérer des changements. Un CN et un CEN moins nombreux pourraient favoriser la constitution d'une véritable équipe de direction. Toutefois rien n'indique qu'une réduction du nombre aboutirait automatiquement à un meilleur fonctionnement.

Vous voyez mieux, je l'espère, que les réflexions de la commission n'ont pas vocation à clore le débat. Elles ne visent qu'à l'alimenter. Les pistes énoncées ne seront certainement pas toutes retenues. Qu'à cela ne tienne si au bout du compte nous parvenons à changer vraiment le fonctionnement de notre direction nationale pour qu'elle réponde mieux aux attentes des communistes et aux responsabilités qu'elle doit assumer.

Nous allons entrer dans la phase d'examen des candidatures. Nous proposons qu'elle se conduise en même temps que la discussion du rôle et du fonctionnement de nos directions se poursuit.

La responsabilité de la commission est de conduire une construction collective et d'y associer les communistes. Conformément à nos statuts, l'objectif est d'aboutir à une liste commune.

Cela suppose que la commission soit informée de toutes les candidatures envisagées.

Nous rappelons que les propositions de candidatures peuvent émaner du candidat lui-même ou de la candidat-e elle-même, de tout-e camarade, de toute instance du Parti. J'ajoute que toute proposition de candidature doit être faite avec l'accord du ou de la camarade concerné-e.

Avec Isabelle de Almeida et les membres de la commission nous sommes à votre disposition pour nous dire dans quelle responsabilité vous êtes prêts à vous investir, voire nous suggérer des candidatures.

La souveraineté des communistes, la transparence qui leur est due impliquent que la commission ait connaissance de toutes les propositions de candidatures. C'est la condition pour qu'elle puisse les porter à leur connaissance, et pour qu'elle puisse les examiner toutes également.

Nous vous remercions d'y contribuer.

## Conseil national des 13 et 14 octobre — Rapport de Pierre Laurent

---

Cher·e·s camarades,

Au lendemain du vote sur la base commune et à maintenant six semaines de notre congrès, je vais, c'est bien normal, concentrer mon rapport sur la préparation de notre congrès.

Je ne pourrai en conséquence développer comme il le faudrait les récentes évolutions de la situation politique nationale et internationale. Elles constituent cependant un éclairage crucial sur les enjeux de notre congrès. Et nous devons les avoir en permanence à l'esprit.

Je veux souligner, même si je le fais trop brièvement, combien ces évolutions extrêmement rapides confirment en tous domaines les urgences qui travaillent la société et les consciences. Combien aussi elles appellent notre action communiste et la nécessité de penser nos initiatives politiques avec pertinence et ambition, car nous avons le devoir d'être utiles à notre peuple dans cette période si périlleuse.

Nous n'existons pas pour nous-mêmes. Tout ce que nous faisons doit être utile pour résister aux menaces qui grandissent, pour ouvrir des chemins de transformations immédiats et durables, des nouveaux chemins d'espoir. Le message de notre congrès dans six semaines devra être résolument tourné vers notre peuple.

Je ne cite que quelques uns des titres de l'actualité de la semaine écoulée.

Le GIEC dresse un nouveau constat alarmant sur le climat, les catastrophes climatiques font d'ailleurs régulièrement la une.

Le Brésil, sacrifié par les forces de l'argent, les grandes puissances et les États-Unis pour empêcher la réélection de Lula, est livré à l'extrême-droite.

En Europe, les forces brunes se préparent à une nouvelle percée dans le fief de la droite bavaroise, et elles s'organisent comme le montre la rencontre Le Pen-Salvini.

Et en France, ce qui était présenté comme le modèle du « nouveau monde » il y a à peine un an, la « macronie », est déjà plongée dans une crise politique durable.

Coupé un peu plus chaque jour des attentes populaires, le gouvernement n'en continue pas moins de faire pleuvoir les mauvais coups : le projet de changement complet de système de retraites annoncé mercredi n'est pas le moindre. Le pouvoir masque les conséquences d'un projet qui organise la baisse massive des droits à la retraite pour la très grande majorité des salarié·e·s. Une bataille décisive est devant nous.

Tout cela confirme que c'est le sens de la société et du monde dans lequel nous allons vivre qui est sans cesse interrogé.

L'enjeu premier de notre congrès est donc de savoir quel message politique, dans ces conditions exceptionnelles, nous allons adresser à la société. Il y a un an, lors de la feuille de route adoptée par l'assemblée nationale des animateurs et animatrices de sections, nous avons décidé d'y travailler en répondant à trois questions :

1. Pourquoi, selon-nous, c'est à dépasser le système capitaliste qu'est désormais confronté le XXI<sup>e</sup> siècle et pourquoi le communisme, tel que nous le concevons aujourd'hui, apporte à cette question des réponses d'une grande actualité ?
2. Quel chemin concret et crédible proposons-nous sans attendre à la société française pour répondre aux urgences populaires, aux urgences politiques, aux urgences climatiques, tout en engageant les ruptures nécessaires pour progresser dans la voie du dépassement vers un nouveau mode de développement social, écologique, démocratique, vers de nouveaux rapports sociaux ?
3. Enfin, quel est aujourd'hui ce Parti communiste que nous mettons au service de ces transformations sociales ?

Je note avec satisfaction que c'est bien à ces trois questions que, depuis des mois, les communistes se sont attelé-e-s à répondre, de manière claire et accessible. Nous nous tenons scrupuleusement à notre feuille de route et nous avons engrangé beaucoup de travail, qu'il s'agit aujourd'hui de faire fructifier.

Le vote sur le choix de la base commune marque une nouvelle étape importante de ce débat et de ce travail. Nous ne sommes pas au bout du débat engagé, loin de là, puisque nous entrons désormais dans la phase ultime et décisionnelle du congrès.

Nous avons choisi une base commune de discussion, maintenant nous devons aller vers nos choix et nos décisions finales.

- Le vote des communistes sur le choix de base commune a mobilisé 30 841 communistes.
- Cela représente 60 % des 49 231 cotisant-e-s adhérent-e-s déclaré-e-s par leurs fédérations à jour de leurs cotisations et adhérent-e-s depuis plus de trois mois.
- 30 841 communistes mobilisé-e-s, soit 1 677 de plus que lors du dernier congrès pour ce même vote, c'est une force.

Ce vote le montre : le Parti communiste reste l'un des plus importants actifs politiques militant-e-s du pays, et il vit démocratiquement, au grand jour. C'est un fait politique essentiel, un atout que nous devrions toutes et tous nous employer à mettre en valeur.

Le vote, il est vrai, recouvre encore des niveaux inégaux d'implication dans le débat.

- 20 000 communistes avaient répondu à la consultation initiale lançant le processus de congrès.
- Sur les 31.000 votant-e-s, une part importante s'est impliquée dans les discussions préparatoires, d'autres ne se sont déplacés que pour le vote.

De nombreux et nombreuses camarades, comme ils et elles l'ont souvent dit dans les AG de section, n'ont pas ou peu lu les textes. Mais le vote nous fait franchir une étape supplémentaire dans l'implication des communistes et, d'une certaine manière, pour nombre d'entre-eux, le débat ne fait que commencer.

Bien entendu, le vote ne mobilise ni tous nos cotisant-e-s, ni tous nos adhérent-e-s en possession de notre carte tri-annuelle, qui sont encore bien plus nombreux. C'est un sujet qui doit continuer de provoquer notre réflexion, car notre réserve militante et démocratique est encore bien plus large.

Une part importante de nos adhérent-e-s restent à l'écart de nos processus démocratiques. C'est un problème structurel que nous ne parvenons pas à résoudre.

L'édition et la remise de la nouvelle carte tri-annuelle du Parti qui sera éditée à l'issue de notre congrès devra être l'occasion d'une bataille d'importance sur ce point. Je ferai une proposition en ce sens en vue de notre congrès.

Ces remarques faites, j'en viens aux résultats et à leur signification qui doit être par nous toutes et tous prise en compte.

Les résultats, comme vous le savez tou-te-s, placent le Parti dans une situation inédite.

- 30 180 votant-e-s se sont exprimé-e-s sur les textes, 661 ont voté blanc ou nul.
- 11 467, soit 38 %, ont voté pour la base commune proposée par le Conseil national.
- 3 607, soit 11,95 %, ont voté pour le texte « Le printemps du communisme ».
- 12 719, soit 42,14 %, ont voté pour le texte du Manifeste.
- 2 387, soit 7,91 %, pour le texte 4.

C'est donc le texte du Manifeste qui arrive en tête, devançant de 1 252 voix le texte proposé par le Conseil national. Il devient donc le texte de base commune sur lequel vont se poursuivre les discussions des communistes. Nos statuts sont sur ce point clairs et indiscutables. C'est notre règle commune.

Le choix du Manifeste a un sens, et il a été résumé de cette façon : « *mettre fin à l'effacement du Parti* ». Il marque le plus souvent, pour les camarades qui ont soutenu ce texte, la volonté d'une affirmation plus forte de notre parti et une critique de la conduite de nos choix unitaires. Ce message doit être entendu.

Ces préoccupations ne sont d'ailleurs pas l'apanage des communistes qui ont voté pour ce texte. Elles sont largement partagées mais les conclusions que chacun-e en tire divergent. C'est ce qui explique l'autre caractéristique des résultats, leur diversité et l'absence de majorité.

En effet, aucune base commune soumise au vote des communistes n'obtient de majorité, ce qui est un autre fait inédit.

Les votes sont très partagés, et très souvent inverses au résultat global :

- 49 fédérations ont placé le texte du CN en tête, dont 29 avec une majorité absolue et 20 avec une majorité relative.
- 40 fédérations ont placé le texte du Manifeste en tête, 24 avec une majorité absolue et 16 avec une majorité relative.



- 4 fédérations ont placé le texte du Printemps en tête.
- 3 fédérations ont placé le texte 4 en tête.

Pour dépasser cette situation, prendre en compte l'ensemble de ces votes et leurs motivations est désormais indispensable à la construction commune qui nous attend. Permettre aux communistes de se rassembler sur des choix clairs et majoritaires au Congrès nous appelle tous à intensifier et à préciser nos débats, en veillant à s'écouter et à se respecter.

C'est donc avec un nouvel état d'esprit que nous devons tous entrer dans cette dernière phase du Congrès si nous voulons que celui-ci se rassemble sur des majorités efficaces pour avancer. Nous ne devons pas nous contenter de répéter la première phase de discussion, ce qui nous mettrait dans l'impasse et sans majorité claire au Congrès.

Je crois que c'est possible sans nier les étapes précédentes, en actant clairement les résultats du vote et en allant ensemble plus loin dans le débat sur un certain nombre de questions.

Nous avons un nouveau point de départ avec le texte du Manifeste. C'est maintenant aux communistes, à nous tou-te-s, de construire le point d'arrivée que sera le texte d'orientation adopté au Congrès.

Le Conseil national, le comité exécutif national, moi-même comme secrétaire national, avons la responsabilité de garantir la conduite d'un processus qui rassemble les communistes en s'appuyant sur les choix souverains de nos adhérentes et adhérents dans cette phase finale du processus.

Comment avancer vers cet objectif ?

### **1) La première question est celle de la construction démocratique du texte final jusqu'au Congrès.**

Si nous ne voulons pas prolonger l'affrontement texte contre texte, mais avancer vers des choix communs majoritaires, je crois qu'il convient d'identifier ensemble les questions sur lesquelles le débat devrait être approfondi pour déboucher sur des amendements, des ajouts ou sur de nouvelles rédactions dans le texte.

Je veux donner mon avis sur ces questions, et j'espère que la discussion du CN enrichira cette réflexion, en la portant à la connaissance des communistes.

J'identifie pour ma part cinq grands thèmes.

#### **Le premier porte sur l'actualité du communisme.**

Nous nous sommes donné comme objectif à ce congrès de redéfinir avec le plus de clarté possible ce que la base commune appelle désormais « le communisme de notre temps », un communisme qui soit à la fois un but et un chemin de lutte pour dépasser le capitalisme, et dont la nécessité historique s'affirme comme jamais en ce XXI<sup>e</sup> siècle, dans les contradictions et les impasses de la mondialisation capitaliste.

Nous sommes donc à la tête de nombreuses rédactions dans les différents textes, de la base commune, du texte du CN et du Printemps, qui permettent d'aller vers cet objectif.

Lors de la consultation de nos adhérent·e·s qui a servi de base aux travaux de notre assemblée des animateurs·trices de section, et à laquelle près de 20 000 communistes ont participé, à la question quels défis du combat communiste devons-nous travailler en priorité, les communistes avaient établi une première liste : la lutte contre le coût du capital, la révolution du travail, l'écologie, la transformation de la mondialisation pour un monde de paix, la construction des communs, la lutte contre le racisme et toutes les discriminations, la révolution démocratique, l'émancipation par les savoirs et la culture, la lutte pour les droits des femmes.

Nous avons sur cette base tenu cette année de nombreuses initiatives et travaux susceptibles d'enrichir le texte soumis à notre discussion commune.

Les assises communistes pour l'écologie qui ont placé « l'ecommunisme » comme élément essentiel d'un projet communiste du 21<sup>e</sup> siècle, nos initiatives sur la République et la réforme constitutionnelle, qui appellent désormais la relance d'une bataille d'ampleur sur la 6<sup>e</sup> République face à la monarchisation du régime, nos États généraux du numérique, les Rencontres Niemeyer, notre convention pour l'art et la culture, nos journées d'étude sur le racisme, notre campagne pour l'égalité et contre les violences faites aux femmes, représentent autant de chantiers qui permettent déjà de donner chair et corps à notre projet.

La base commune gagnerait beaucoup à prendre en compte les travaux de ces différentes initiatives comme autant de terrains de lutte communiste.

Notre conception du communisme n'est plus depuis longtemps un projet de société figé et achevé que nous aurions seulement et par notre seule volonté à faire partager, mais bien ce mouvement réel de luttes pour réussir l'émancipation de chacun·e et de toute la société.

Plutôt que de revenir, pour définir ce choix, à nos anciennes conceptions sur la transition socialiste, nous avons tout à gagner à approfondir notre conception du communisme comme chemin de lutte et de transformation s'appuyant constamment sur la mise en mouvement du plus grand nombre, favorisant l'élévation du niveau de conscience, donnant force aux aspirations et expériences qui existent et se développent, et traduisent une volonté, déjà présente dans notre société, de dépassement de toutes les dominations.

C'est en confrontation avec l'action, avec ce qui se construit et bouge dans la société, que nous continuerons à préciser le sens et l'utilité de notre projet communiste.

La lecture des « Cahiers du congrès » rendus publics à notre université d'été est à populariser dans cette dernière phase du congrès.

Notre congrès doit continuer à approfondir d'un même mouvement nos analyses et ce « que nous dit la société », pour mieux définir ce que nous avons à lui dire.

Même s'il est impacté et travaillé par l'offensive du capital, le mouvement réel de la société est plus complexe, plus riche, plus contradictoire qu'on ne le dit souvent.

On le voit à la diversité des combats multiformes : l'accueil des migrant·e·s, la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, la défense et la promotion des services publics, le respect des

écosystèmes et la réponse aux défis écologiques, les luttes pour un mode de développement émancipateur et responsable de la production à la consommation.

Dans de très nombreux domaines, ceux de l'économie sociale et solidaire, de la révolution numérique avec ses « tiers lieux », de l'agriculture paysanne et de proximité, de la finance solidaire, de l'urbanisme ou encore de la multitude d'activités où se déploie le secteur associatif, des pratiques de co-élaboration et d'agir en commun connaissent un développement foisonnant.

Tous ces traits de la réalité doivent continuer à être débattus.

De même, au sein des entreprises, le travail lui-même est impacté par ces réalités montantes. A l'heure de la révolution numérique, l'intelligence partagée, le travail décloisonné entre des collectifs qui échangent en permanence est une exigence majeure. Bien évidemment, ces mouvements et aspirations sont sans cesse contrecarrés par la mise en concurrence des salarié·es et les exigences de rentabilité. C'est ce qui fait de l'exigence de nouveaux pouvoirs des salarié·e-s sur leur propre travail comme sur la marche des entreprises une bataille d'avenir décisive.

Pas de contresens cependant. Mettre l'accent sur ces réalités ne signifie nullement que le monde nouveau pourrait surgir spontanément du capitalisme en crise systémique, ou encore qu'il suffirait de se polariser sur telle ou telle pratique alternative pour faire l'économie du combat contre le capital. Sa domination limite, entrave, dévoie toutes ces potentialités. Il n'empêche qu'elles existent bel et bien et qu'elles marquent l'évolution de la société de leur empreinte. Elles sont autant de points d'appui pour le mouvement transformateur.

Être pleinement dans ce bouillonnement multiforme de luttes et de pratiques solidaires et émancipatrices, contribuer à rassembler autour d'elles, agir pour qu'elles convergent en acquérant plus de lucidité sur la nature des obstacles qu'elles rencontrent et sur la nécessité de travailler à des solutions politiques, tout cela doit être considéré comme une tâche importante de notre parti et être davantage souligné dans notre texte.

Il y a vraiment matière à l'enrichir.

### **Le deuxième thème concerne le sens et le rôle de l'initiative communiste dans la société.**

Tout le monde converge parmi nous pour faire de la relance de l'initiative communiste une question clé du congrès. Mais je pense qu'il serait utile d'approfondir la conception que nous en avons.

Ce débat, à l'évidence, mérite d'être réactivé.

Il s'agit d'éclaircir notre démarche de rassemblement mais au-delà, notre conception du rôle du Parti et de son utilité, jusqu'à son organisation et sa conception des directions.

Inscrivons-nous notre action et démarche de rassemblement dans le mouvement réel de la société avec ses contradictions, ses accélérations, ses reculs, ses mouvements inattendus qui nous appellent à l'analyse du mouvement des idées et de la société, pour apporter les réponses les meilleures et les plus adaptées, dans des configurations évolutives et multiformes ? Ou considérons-nous que nous devons trouver la « formule politique intangible » qui enfermera ce mouvement ou tracera sa voie ?

Cela suppose d'être en permanence en lien avec les citoyen-ne-s et les actrices et acteurs sociaux, mais aussi, dans cette période de recomposition politique, d'être très attentif aux évolutions du paysage politique, aux positionnements évolutifs des un-e-s et des autres, et de ne pas considérer le paysage comme figé.

Tout ce que nous souhaitons mettre en œuvre se fait en réalité en confrontation avec l'action et le mouvement réel de la société. Nos idées prennent de la force quand elles deviennent des idées dans la société et non pas seulement « nos » idées. Leur mise en pratique, en lien avec la conscience de celles et ceux qui se mettent en action ou ont potentiellement intérêt à le faire, compte autant que nos idées elles-mêmes.

Nous ne devons pas penser en extériorité à la société, mais plonger nos réflexions dans les contradictions de la société elle-même et des consciences. C'est en cela que je préfère, et de loin, la notion de parti de l'initiative communiste à celle de « *parti éclairé, à l'avant-garde des luttes et des idées* ».

Notre travail permanent de rassemblement, qui fait partie de notre ADN, s'enracine dans ce rapport intime avec la société et l'état des consciences. Sinon, il nous arrive couramment soit de surestimer le rapport des forces, soit de sous-estimer le potentiel d'une lutte ou d'un mouvement engagé.

L'initiative communiste, c'est celle, qui adaptée au terrain, aide le mouvement populaire à grandir, à s'unir, à identifier les causes et les solutions, à gagner, à prendre conscience des changements plus élevés nécessaires.

L'initiative communiste est donc par nature en écoute et en échange permanents avec les forces sociales en mouvement.

Nous devrions discuter plus souvent non seulement des idées que nous voulons porter mais de leur prise réelle sur le mouvement des consciences. Par où commencer, comment, en parlant comment et avec quels mots ?

L'initiative communiste a aussi besoin de durée, de permanence, de ténacité, et donc d'organisation, d'évaluation, d'ajustement pour faire vivre le dialogue politique avec la réalité. C'est l'enjeu de nos campagnes politiques, c'est aussi l'enjeu de nos structures, de nos réseaux, de notre travail d'animation et de direction.

L'initiative communiste est fondamentalement affaire de processus, et non seulement de discours. Elle est donc affaire de processus démocratique et de pratiques populaires. C'est la fameuse phrase : « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

De tout cela, il importe que nous continuions à discuter.

### **Le troisième thème concerne notre ambition politique dans la nouvelle situation.**

La base commune doit actualiser notre appréciation des évolutions de la situation politique depuis l'élection de Macron et les recompositions politiques en cours.

Sinon, nos discussions stratégiques seront désincarnées ou se limiteront aux expériences passées.

Je crois que dans cette dernière phase du congrès, le moment est venu de préciser notre analyse de la situation et d'en tirer des conclusions, éclairées par les expériences passées, sur nos objectifs à venir.

Le « macronisme » est aujourd'hui caractérisé tout autant par son agressivité anti-sociale, son service exclusif des intérêts capitalistes, son autoritarisme technocratique et monarchique que par sa fragilité politique, comme le montre l'actuel balbutiement du remaniement ministériel au terme d'un été chaotique marqué par l'affaire Benalla, la démission de deux ministres d'État et la chute de popularité de Macron. Et ce cocktail explosif aggrave encore la crise politique et démocratique.

Nous ne sommes pas pour rien dans ces difficultés nouvelles de la « macronie ».

Dans notre feuille de route de novembre 2017, nous appelions les communistes à « *intensifier, dans tous les domaines, la contestation de la politique du pouvoir Macron, et à construire dans les luttes les bases d'une politique alternative* ».

C'est ce que nous avons fait : nous avons participé des luttes et des mobilisations qui se sont développées en travaillant à ouvrir des perspectives. Celles contre les ordonnances, contre la casse de la SNCF, nous avons participé des mobilisations contre la baisse de l'APL et la volonté de casse du logement social, la suppression des contrats aidés... Nous avons pris de nombreuses initiatives, initié de nombreuses rencontres, face à la mise en place de la sélection à l'entrée des universités, ou encore nous avons participé à la colère dans les territoires et les communes les plus frappées d'inégalités débouchant notamment sur l'appel de Grigny.

En lien avec toutes ces luttes, nous avons décidé d'initiatives communistes : la tournée des hôpitaux avec nos parlementaires, les mobilisations et chaînes humaines autour des barrages hydrauliques, la manifestation pour l'égalité des territoires impulsée par nos camarades des hauts de France, nos actions pour un accueil digne des migrant·e·s.

Nous avons sans cesse pointé les responsabilités de la finance, installé l'image de « président des riches ».

Nous avons mis en avant notre conception de la République et de la démocratie, à travers notamment la bataille initiée par nos deux groupes parlementaires, le colloque organisée le 5 mars, ou en juillet, le Serment du Jeu de Paume, lors de la convocation par Macron du Congrès à Versailles.

Nous avons tenu les états généraux du progrès social à Montreuil, et nous voulons poursuivre cette démarche avec les états généraux du progrès social en Europe, dont le congrès devra décider s'il retient ou non l'idée.

Nos initiatives de solidarité concrète ont connu un écho et une participation en hausse, même si nous savons que nous devons les ancrer davantage dans nos pratiques quotidiennes, tout au long de l'année.

Enfin, la Fête de l'Humanité par son ampleur et sa richesse, en fait également partie et à donné à voir la vitalité de notre parti.

Notre congrès doit maintenant caractériser la situation actuelle et préciser avec quelles initiatives avancer.

- Quelles luttes pour empêcher la politique gouvernementale de continuer à dégrader la vie des gens et les solidarités dans la société ?
- Quelle construction d'objectifs politiques dont les forces populaires pourraient s'emparer dans ces luttes, avec nos idées, avec celles du mouvement social ? Quelles grandes lois sociales, économiques et écologiques, reconnues par le mouvement populaire, comme nous essayons de le construire avec le tour de France des hôpitaux ?
- - Enfin, quel chemin de reconstruction politique ? Cette question taraude déjà toute une partie de la société et nous ne pouvons rester sans réponse.

Le texte du Conseil national tentait de caractériser l'évolution des forces en présence à droite et à gauche. Cette analyse est nécessaire.

Nous avons notamment besoin d'un débat lucide et dépassionné sur l'état des forces de gauche, de la FI à Génération·s et Emmanuel Maurel en passant par un PS déliquéscent, les Verts ou l'extrême-gauche. Besoin aussi d'un regard sur ces millions de gens de gauche, qui ne savent à quel parti se vouer et qui n'en restent pas moins le cœur à gauche. D'un débat sur les idées qui traversent ces formations. Car, sauf à se replier sur nous-mêmes, c'est dans ce paysage que nous sommes aujourd'hui, et dans aucun autre.

Nous avons deux défis à relever : faire face avec notre peuple, aux attaques du gouvernement Macron, et construire une réponse politique à son probable affaiblissement. Faute de le faire, nous laisserions libre court à toutes les aventures politiques et nous savons où elles peuvent en ce moment très vite conduire, comme nous l'enseignent le Brésil, le Brexit ou l'Italie. Le danger droite-extrême droite est chez nous comme ailleurs une réalité menaçante.

Le débat sur le bilan de nos initiatives stratégiques ou unitaires est de ce point très utile si nous voulons avancer en tirant des leçons du passé.

Mais ce travail de bilan n'est utile que s'il ne se réduit pas à une caricature consistant à résumer les causes principales de nos difficultés par – je cite –, le « renoncement des dirigeants successifs du Parti ».

Mieux vaut avoir entre nous un débat exigeant sur la meilleure manière d'avancer de manière nouvelle. Une chose est certaine, la question de l'alternative politique à Emmanuel Macron remonte plus vite qu'on ne l'imaginait il y a un an. Et dès lors, la nature a horreur du vide. C'est une part de l'initiative communiste que de savoir répondre à cette question.

Les élections à venir seront des moments de toutes ces batailles de contenus comme de constructions politiques. Je pense que le texte final devrait traiter avec plus de précisions et distinctement des trois échéances européennes, municipales (qui n'est actuellement pas du tout traitée) et présidentielle.

Concernant les élections municipales, j'ai proposé lors de la Fête de l'Humanité une grande bataille sur l'avenir de la République. Je crois en effet que de l'avenir de nos communes à celui des institutions, de celui de nos services publics à l'égalité des territoires, une grande bataille est

engagée. Ce pourrait être un cadre de large rassemblement pour engager concrètement notre bataille municipale auprès de chaque territoire.

Notre engagement dans toutes les communes de candidat·e·s est nécessaire pour travailler à ces rassemblements les plus larges sur la base de projets promouvant la commune, les services publics, la démocratie locale.

Nécessaire aussi pour que ces projets soient construits au plus près de nos concitoyen·ne·s et avec leur participation.

Nous pourrions relier dans le texte cet enjeu à celui du rôle de nos élu·e·s, qui serait sinon abordé un peu hors sol.

Concernant l'élection présidentielle, puisque la question de la présentation d'une candidature communiste en 2022 est explicitement abordée, je pense que le débat doit être approfondi.

Nous ne connaissons évidemment pas les conditions qui seront celles de cette élection en 2022. Mais la reconstruction de notre présence dans cette échéance cruciale appelle un débat plus sérieux, notamment sur les problèmes particuliers que posent à un parti révolutionnaire comme le nôtre l'élection présidentielle et la présidentialisation extrême de la vie politique française, la dévalorisation du Parlement, la subordination des élections législatives jusque dans le calendrier électoral, à l'élection tous les 5 ans du chef de l'État.

#### **Le quatrième thème porte sur la mondialisation, l'internationalisme et l'Europe.**

Je commence par l'Europe et donc les élections européennes. Je pense que nous devrions tout simplement nous donner sur l'Europe un objectif simple : faire figurer dans le texte, en lieu et place du texte actuel, notre orientation de campagne et de liste pour les élections européennes. Nous en parlerons demain avec un rapport de lan, dont tout le monde salue l'entrée en campagne, qui est d'ailleurs le résultat du travail engagé dès après l'assemblée des secrétaires de section dans le cadre de nos chantiers. Ce fut en quelque sorte notre première décision de congrès par anticipation. Je rappelle que nous avons adopté à une très large majorité au CN une résolution sur cette orientation.

Sur la mondialisation et l'internationalisme, qui est un passage que le texte du CN n'avait pas développé et que la base commune développe, je crois qu'il est nécessaire d'enrichir cette partie de tout le travail d'analyse et d'initiative du secteur international.

Je crois que c'est dans cette partie que nous pourrions faire référence à la question des migrations et au manifeste que nous avons publié au printemps.

Sur ces deux questions, je rappelle que nous sommes à la tête de deux documents importants, le rapport que Lydia avait présenté devant le CN et les travaux de la convention Europe tenue il y a quelques années. Ces travaux ont besoin d'actualisation mais ils contiennent tous les deux une matière riche, largement sous-utilisée.

#### **Le cinquième thème est celui du rôle et des transformations du Parti.**

Je crois que nous devrions sans caricature, et sans réduire ce que nous avons réussi ou non à faire à la seule dimension de notre propre volontarisme, pousser le débat sur le rôle du Parti, sur notre

rapport à la société. Et à partir de là, décliner plus concrètement les domaines dans lesquels nous voulons pousser nos avancées.

Le texte peut à cet égard être enrichi de réflexions plus précises qui figurent dans d'autres textes. Je pense par exemple aux solidarités concrètes, dont nous avons commencé à élargir la mise en œuvre tout au long de l'année écoulée, ou à notre structuration de proximité, qu'elle soit géographique ou par réseau, au déploiement de nos capacités d'initiative communiste dans la proximité.

Sur le travail politique en direction de l'entreprise, qui ne fait pas débat je crois dans le principe, nous pourrions pointer le besoin d'évaluation de ce qui existe et d'expérimentations concrètes plus poussées. Et cela en lien avec la réflexion stratégique sur les réalités en profonde mutation du travail, du salariat et de l'entreprise, et les enjeux complexes de la reconstruction d'une conscience de classe dans le monde du travail tel qu'il est devenu aujourd'hui.

Je pense que nous pourrions également intégrer au texte final des avancées concrètes engrangées ou en cours grâce au résultat du travail mené notamment tout au long de cette année. Je veux notamment parler du lancement de la nouvelle plate-forme numérique du Parti, un outil attendu par de nombreuses et nombreux communistes, qui sera mise en service le 5 novembre. Également du lancement de l'Université permanente, qui est un nouvel étage, avec l'Université d'été et la réorganisation de nos stages éducatifs, de notre politique de formation, d'éducation populaire, d'appropriation du marxisme et des savoirs.

Je veux ajouter une proposition en particulier. Nous savons qu'au lendemain du Congrès, qui sera de toute façon marqué par des changements importants, un grand besoin d'appropriation et de communication sera devant nous. Des possibilités nouvelles de renforcement du Parti peuvent s'ouvrir si nous savons réveiller un intérêt nouveau pour les transformations du Parti. Et enfin, nous nous dirigerons vers une année 2020, celle de notre centenaire. Nous pourrions alors préparer une année de festivités politiques et culturelles baptisée « Cent ans d'avenir », tournée vers les enjeux dans le XXI<sup>e</sup> siècle d'un nouveau siècle de communisme.

Au lendemain de notre congrès sera également éditée notre nouvelle carte tri-annuelle. Nous pourrions ainsi lancer au Congrès une grande campagne qui ouvre grandes nos portes aux salarié-e-s et à la jeunesse de ce pays, une grande campagne de popularisation de ce que nous sommes et de ce pour quoi nous combattons, une grande campagne d'adhésions. Cette campagne pourrait durer deux ans jusqu'à la date anniversaire du 25 décembre 2020.

Le chantier communication a également beaucoup travaillé en lien avec de nombreuses fédérations et cette campagne lancée au congrès pourrait donner à voir une nouvelle signature visuelle du Parti, ancrée dans nos valeurs, plus moderne, unifiant et déclinant notre communication autour de « l'humain d'abord », qui sera d'ailleurs le titre de la page d'accueil de la plate-forme. Je crois que des milliers de nouvelles adhérent-e-s peuvent nous rejoindre au cours de ces deux années.

Voilà, cher-e-s camarades, sans aucune volonté d'être exhaustif, des questions qui me paraissent devoir être approfondies pour déboucher sur des propositions de rassemblement des communistes appuyées sur des améliorations communes du texte final du Congrès.



## 2) La deuxième et dernière question est la construction de notre future direction nationale

Ce débat va désormais très naturellement s'accélérer. La commission des candidatures s'est déjà réunie plusieurs fois en consacrant dans un premier temps son travail à la conception des directions. Gilles Ravache interviendra dans la journée pour présenter ce travail.

Mais nous allons aussi passer progressivement à la construction d'une liste de candidatures au fur et à mesure que seront actés nos choix de congrès et déclarées les propositions de candidatures selon nos procédures statutaires.

Je livre ici quelques réflexions sur ma lecture critique du bilan de direction et surtout sur ce qu'il conviendrait de changer. Je veux faire trois remarques.

1. Le Conseil national doit être mieux un collectif de direction, autrement dit un lieu collectif où se confrontent tous les niveaux d'expérience de notre travail national. J'entends par là tout à la fois des camarades, secrétaires ou responsables fédéraux, en responsabilité du travail militant dans les fédérations ; des parlementaires et des élu-e-s qui construisent à part entière des pans entiers de l'élaboration et de la représentation du Parti, et des responsables ou animateurs-trices de secteurs du travail national. La composition du Conseil national devrait selon moi être pensée différemment en intégrant davantage les besoins nationaux de travail. Notre parti est riche de toutes ces expériences mais le Conseil national, lui, trop souvent ne l'est pas. Il ne met pas assez à profit cette diversité d'expériences. L'association réelle de camarades représentant ces différentes formes de responsabilités est une condition de notre prise en compte des réalités et de notre efficacité.
2. Le Conseil national est souvent stérilisé par la reproduction à l'infini du même et seul débat stratégique au détriment de son travail d'élaboration et d'évaluation de nos décisions. Ainsi, après l'adoption de la feuille de route de novembre, celle-ci s'est mise en œuvre sans qu'on ait jamais l'impression au Conseil national qu'elle impactait sa réflexion. La campagne électorale des textes a souvent occulté ce travail qui pourtant se menait bel et bien, amputant l'appropriation par les communistes et par la direction nationale des résultats de ce travail.
3. L'efficacité du travail de la direction nationale doit être repensée tant en termes d'animation, d'élaboration que de mise en œuvre, ce qui suppose une autre organisation de nos travaux, de la préparation de nos réunions, de la circulation d'informations et de notes de travail, de l'évaluation de nos décisions.

Au fond, je pense que le Parti a besoin de plus d'unité dans la centralisation, l'échange politique d'expériences, et la prise de décisions et de plus d'efficacité dans l'action. La direction n'est pas assez le lieu de construction de cette unité et de cette efficacité.

Le problème n'est pas notre diversité humaine et politique, c'est même une richesse. Le problème est la construction d'une unité politique d'action à partir de cette diversité.

Je pense personnellement, même si je sais que cette question fait débat, que la réduction du nombre de membres du Conseil national et du CEN, et une assiduité plus grande de leurs membres, faciliterait la résolution de ce problème. Elle correspondrait mieux en outre à la réalité de nos moyens.

Et je pense que la direction, donc ses membres, devraient en permanence se consacrer à parts égales aux élaborations politiques et aux tâches d'animation et de mise en œuvre.

Au sein du Conseil national, la composition de l'exécutif devrait privilégier la notion d'équipe, de loyauté et de solidarité, ce qui n'a rien à voir à mes yeux avec une quelconque réduction de la diversité de nos approches. Et la désignation du ou de la secrétaire nationale devrait n'être qu'un élément, certes important, de la constitution de cette équipe. Je mets donc cette question à sa place.

Dans la situation qui est la nôtre, ces notions d'équipes et de collectifs de direction me paraissent aujourd'hui plus essentiels que jamais, et ils doivent être revalorisés, quitte à provoquer des discussions plus serrées et plus exigeantes au moment de leur constitution.

Car aucun·e secrétaire national·e, ni moi, ni un·e autre, ne relèvera à lui seul·e les défis qui sont devant nous.

C'est en ayant en tête ces défis politiques et organisationnels, la situation réelle de notre parti, ses atouts et ses fragilités, et une conscience de nos responsabilités dans ce moment crucial pour notre avenir, que je me suis exprimé sur la question du secrétaire national.

J'ai dit deux choses que je confirme aujourd'hui. La première ma disponibilité si les communistes le décident. Mon ambition pour le Parti, pour ses transformations, pour notre unité d'action offensive est intacte.

La seconde, le fait que cette question n'était pas un tabou, et que d'autres avis et propositions pouvaient être mis sur la table. Si c'est le cas, nous aurons collectivement et sans la dramatiser à examiner cette situation. La commission et les communistes devront en être saisi·e·s. Je ne dis pas souhaiter cette situation. Vous l'avez compris, je crois que la discussion sur notre collectif de direction devrait à mes yeux primer, car sur cette question comme sur nos orientations il va falloir rassembler les communistes et nous projeter dans l'avenir.

Voilà cher·e·s camarades, les réflexions et propositions que je soumets à notre discussion.